

pas, comme l'économie capitaliste mondiale (1)

Et voilà pourquoi la classe ouvrière est radicalisée, pourquoi il n'y a plus de classe-tampon entre le prolétariat et la grande bourgeoisie, pourquoi le Parti socialiste est un parti « ouvrier-bourgeois », pourquoi il faut voter « classe contre classe », etc... (Nous n'inventons rien. Voir le compte rendu de l'*Humanité* du 3 avril.)

Monmousseau s'en prit aux négateurs de la radicalisation, et en particulier au groupe de la Ligue Syndicaliste qu'il accusa tout gratuitement de tenir le même langage que Jouhaux. L'occasion était bonne de vouer aux gémonies la direction du syndicat unitaire de la S. T. C. R. P. qui avait eu le front de déclarer que la radicalisation était une invention de l'I. S. R.! En attendant, il fallait faire le bilan des grèves dites de radicalisation. Ce ne fut guère brillant. Mais à qui la faute? Pas à Monmousseau, bien sûr, ni à la radicalisation, mais, tenez-vous bien, aux erreurs anarcho-syndicalistes!

« Grève des T. C. R. P.? Erreur anarcho-syndicaliste. Grève sans la masse... Il fallait approfondir le travail de préparation.

« Grève du Nord? Même erreur; nos camarades avaient la perspective de 100.000 grévistes, sans tenir compte du rôle de la Social-démocratie... etc... »

« Même erreur à Firminy, lors de la grève des mineurs de la Loire. Les militants ont dit : « Si les chefs réformistes sont des traîtres, tant pis pour eux, c'était dire « Tant pis pour la grève ».

Et voici le bouquet :

« A Darnetal et Rouen, autre erreur. On a dit : « Nous n'avons pas de réformistes », sans voir qu'il y avait des trotskystes. » (*Humanité* du 5 avril.)

Cette magnifique démonstration du point de vue essentiellement « anarcho-syndicaliste » de nos radicalisateurs à la Declercq, qui, contre l'avis du Comité Central de Grève, déclanchèrent le mouvement du textile du Nord, voué à un piteux échec, sous prétexte « qu'il fallait choisir entre deux courants, le courant sain et le courant de scepticisme » (Compte rendu de l'intervention de Declercq, *Humanité* du 5 avril), ne semble vraiment pas avoir gêné outre mesure le Secrétaire Général de la C. G. T. U. Mais on jugera du mépris dans lequel il peut tenir les délégués du 6^e Congrès par cet exemple formel qu'il donne de la radicalisation des masses : « D'autres exemples de radicalisation, en voici : Les ouvriers de Citroën ont obligé celui-ci à ne pas fermer lors des obsèques de Foch... Ce sont bien là des faits typiques de la radicalisation des masses. » (Compte rendu de l'*Humanité* du 5 avril.)

Treint, lui-même, n'avait jamais poussé la plaisanterie à un tel degré.

♦♦

En dehors de ces trois grands (longs, interminables) débats, il semble que la majorité des délé-

gués aient préféré se taire. Ce n'est pas qu'on les ait ménagés : les « silencieux » ont été mis plus bas que terre. On les a jugés plus sévèrement encore que l'opposition. Mais, vraiment, qui donc aurait eu le courage de parler?

Doriot ne s'était mis qu'à genoux. On exigea qu'il aille jusqu'au plat ventre, ce qu'il a fait d'ailleurs sans trop pleurnicher.

Le bureau régional du Nord (Bonte-Jacob-Porreyre-Declercq) ne s'était pas prosterné assez bas devant la toute-puissante infaillibilité du Secrétariat. Les voilà cloués au banc d'infamie, accusés d'être de connivance avec les social-démocrates. Cela n'alla d'ailleurs pas sans qu'un profond malaise ne planât sur ces dernières heures du Congrès, au point que Sémard en vint à des menaces directes, accusant la délégation du Nord de colporter des « ragots de couloirs ». (Compte rendu de l'*Humanité* du 8 avril.)

Quant à la situation exacte du Parti, elle apparaît, à la lueur de trop brèves interventions, comme des plus lamentables. C'est Lary qui, rapportant sur les questions d'organisation, déclare : « Baisse des effectifs. Voici des exemples : Nord-Est, Est, Région Parisienne. Les cellules d'entreprises disparaissent dans maints endroits ou sont infimes. A Limoges, 30.000 ouvriers, pas une seule cellule d'entreprise. La composition sociale du Parti montre aussi la faiblesse de l'organisation. » (Compte rendu de l'*Humanité* du 8 avril.)

Mais que le Parti se vide de ses effectifs; que sa composition sociale soit de plus en plus petite-bourgeoise; que les ouvriers se détournent de lui, cela importe peu à nos fonctionnaires dociles, qui défendent non les intérêts de la classe ouvrière, mais leurs intérêts propres de fonctionnaires au service de l'agence thermidorienne de Staline.

La démagogie du P.C. ne trompe personne. Mais elle éloigne de plus en plus les ouvriers. De l'I. C. A Paris, Chiappe peut impunément, et avec les plus grandes facilités, arrêter en une nuit les cadres du Parti, sans que la classe ouvrière s'émeuve — et pourquoi s'émeuvrait-elle? Chiappe jouait des anarchistes, c'est-à-dire comme d'une petite secte transformée en épouvantail pour la petite bourgeoisie, et absolument inoffensive d'ailleurs, parce que coupée des masses.

La rupture entre le Parti et les masses, c'est bien là la leçon qui se dégage tant du 6^e Congrès du P. C. F. que des dernières grèves et de ce lamentable 1^{er} mai. « Tous dans la Rue! »

La tâche la plus difficile, celle à laquelle l'Opposition, elle, doit s'atteler, c'est de retrouver le contact avec les masses, c'est, tout en restant petite minorité, de déterminer les circonstances exactes de la vie des masses, de savoir prévoir, d'adopter dès maintenant les mots d'ordre justes correspondant à la situation, de lutter de toutes ses forces contre la démagogie du Parti, d'attirer à elle, dans le Parti et en dehors du Parti, tous les éléments sains qui ont encore une conscience de communistes.

M. F.

Classe contre Classe

Le Congrès du Parti Communiste a confirmé qu'il y a bien « radicalisation » de la classe ouvrière, c'est-à-dire que le prolétariat est en effervescence révolutionnaire; en conséquence, il a adopté la tactique « Classe contre classe », imposée par l'Exécutif de l'Internationale pour cacher aux prolétaires d'Occident les concessions que Staline fait aux capitalistes et aux koulaks, tactique inaugurée aux élections législatives de 1928, et caractérisée par le maintien au deuxième tour des candidats communistes.

Mais, question préalable : y a-t-il « radicalisation » de la classe ouvrière?

Nous ne le pensons pas.

Il y a un mécontentement dans la classe ouvrière, provoqué par l'augmentation du coût de la vie, et la diminution du pouvoir d'achat des salaires, ce qui pousse le prolétariat à revendiquer une augmentation afin de pouvoir joindre les deux bouts : d'où les grèves.

Ce ne sont pas des grèves pour conquérir des avantages nouveaux, mais pour défendre les conditions acquises. Nous avons vu d'autres périodes de vagues de grèves, qui avaient les mêmes causes.

S'il y avait « radicalisation », on verrait, comme en 1919, les ouvriers affluer dans les organisations syndicales, la masse sentirait la nécessité de s'organiser afin de prendre vigoureusement l'offensive pour conquérir des avantages moraux et matériels, journée de 7 heures, vacances payées, augmentation de salaires, etc.

On nous parle de « radicalisation » alors qu'on a vu dans les grèves du textile du Nord, les grèves des mineurs de la Loire et de l'Aveyron 40 % d'ouvriers rester au travail! On m'objectera que ce sont les chefs réformistes qui ont trahi, mais, si les ouvriers avaient été « radicalisés », les chefs de la C. G. T. n'auraient pas pesé lourd...

Autre exemple : Le Syndicat des Métaux de la Seine avait convoqué pour l'après-midi du Samedi 23 mars — jour de semaine anglaise — les métallurgistes de la région à deux meetings à la Bourse du Travail. Il y avait eu un grand affichage, des tracts avaient été distribués à la sortie des usines; parmi les orateurs, deux vedettes qui devaient faire recette, Doriot et Monmousseau; le Parti s'attendait à une si grande affluence que le conseiller municipal Gélis avait été mobilisé afin d'éviter des incidents avec la police.

C'est dans l'industrie de la métallurgie qu'il y a le plus grand nombre de révolutionnaires; or, sur les 250.000 ouvriers métallurgistes, à peine 1.200 camarades s'étaient dérangés.

C'est une plaisanterie que de parler de « radicalisation »!

Le P. C., en raison de cette « radicalisation », n'entend faire aucune distinction entre les partis de la grande bourgeoisie et de la petite bourgeoisie; il considère qu'il n'a en face de lui qu'une Union Nationale dans laquelle est intégré le Parti Socialiste.

Nous répétons qu'il faut faire une distinction entre la grande bourgeoisie des partis fascistes et réactionnaires et la petite bourgeoisie qui a son expression dans les partis de « gauche ».

Le Parti Socialiste, tout en défendant la petite-bourgeoisie, comprend dans son sein un grand nombre d'ouvriers qui tendent vers la révolution : il y a donc une distinction à faire entre les partis

bourgeois et le parti S. F. I. O., et dans ce parti entre chefs et troupes.

Nous pensons que, dans toute campagne électorale, la politique des chefs socialistes doit être combattue énergiquement, dénoncée comme un soutien de la bourgeoisie, l'action des chefs S. F. I. O. consistant à « améliorer » le régime capitaliste, alors qu'il faut l'abattre.

Si, au premier tour du scrutin, les candidats socialistes arrivent avant les candidats communistes et qu'il y ait danger que les fascistes soient élus, le Parti devrait retirer ses candidats pour battre la réaction fasciste, sans renoncer pour cela à sa propagande ni permettre des illusions.

Une avant-garde révolutionnaire est composée de l'élite de la classe ouvrière, celle qui a le mieux compris la nécessité de la lutte de classe, des prolétaires les plus dévoués, les plus courageux, elle a pour tâche d'attaquer énergiquement le capitalisme, de guider le gros de la masse ouvrière en bataille, qui avance péniblement et n'a pas encore compris la nécessité de prendre vigoureusement l'offensive.

Cette masse ouvrière est composée de socialistes, de syndicalistes réformistes, et aussi des sans-parti, les chefs de file sont des socialistes qui font tout leur possible pour que cette masse avance lentement, ce sont des freineurs du mouvement ouvrier.

Maintenir au deuxième tour des élections municipales les candidats communistes contre les socialistes plus favorisés, c'est, en faisant feu sur les chefs de file, atteindre la masse ouvrière que l'on doit protéger, c'est jeter la pagaye, c'est faire le jeu de l'ennemi capitaliste; de ce fait, un grand nombre de villes doivent passer à la réaction fasciste.

Quelles seront les conséquences?

Les municipalités réactionnaires n'hésiteront pas à aggraver les conditions de vie de la classe ouvrière en lui faisant supporter des augmentations de taxes municipales...

Depuis longtemps, les partis politiques se réclament de la classe ouvrière ont dans leur programme l'exploitation des grands services publics, eau, gaz, électricité, nettoyage, en régie directe, et la municipalisation du logement.

L'exploitation en régie directe des services publics les met sous le contrôle des municipalités qui les dirigent et laisse à la ville, propriétaire des usines, du matériel, l'entière disposition des bénéfices réalisés. Ainsi, elle permet aux villes non seulement d'améliorer leurs finances, et, par répercussion, de diminuer les taxes municipales, mais aussi de baisser les prix de vente au public, tandis que le personnel des services en régie bénéficie de certaines garanties. Il fallait mettre les partisans de la régie directe en mesure et en demeure de réaliser leur programme.

Les adversaires de la régie directe sont nombreux; ces requins groupés dans « l'Union des Intérêts Economiques » disposent de sommes considérables et mènent une sérieuse campagne.

Le Parti Communiste, par sa tactique « classe contre classe », avec maintien au deuxième tour contre tous les partis, leur sera un sérieux appoint.

L'intérêt du prolétariat veut qu'au deuxième tour de scrutin les communistes pratiquent une action de classe qui ne les isole pas des masses : ce n'est pas le cas de la tactique « Classe contre classe ».

DELSOL.